

La menace nucléaire de Pyongyang est réelle et calculée. Jamais la duplicité de Kim Jong Il ne s'était manifestée d'une manière aussi évidente.

La menace nucléaire de Pyongyang est réelle et calculée.

Jamais la duplicité de Kim Jong Il ne s'était manifestée d'une manière aussi évidente. Le troc pétrole nourriture en échange, de la part de la Corée du Nord, de la cessation des programmes d'armement nucléaire, interrompu par les Etats-Unis suite à un aveu prémédité puis démenti des communistes du Nord, a conduit Pyongyang à élaborer une stratégie de chantage que les Américains ont bien comprise.



Une menace réelle

La réactivation de l'usine de retraitement nucléaire de Yongbyon, le retrait du traité de non prolifération, la poursuite d'un programme de missiles capables d'emporter des charges nucléaires, constituait un défi qui pouvait être lourd de conséquences. La réalité de la menace se confirmait depuis la fin de l'année 2002, non seulement à travers les déclarations des plus hauts responsables de l'état communiste, mais aussi à la tension perceptible dans la zone démilitarisée autour du 38ème parallèle ainsi que sur le point de rencontre de l'armistice de 1953, à Pan Mun Jon où les militaires américains se sont cru revenus aux beaux jours de la guerre froide.

Une menace calculée

Le calcul de Kim Jong Il, que l'on dit rusé, n'en est pas moins évident si l'on s'en tient aux préalables de Pyongyang pour reprendre le dialogue suspendu à la suite de l'annonce par la Corée du Nord de ne plus honorer ses engagements internationaux.

Une duplicité affichée

Le gouvernement Nord Coréen n'a pas laissé passer une occasion de donner sa version de la crise. Lors d'un entretien avec le ministre des Affaires Etrangères du gouvernement Cambodgien, son homologue Nord Coréen a expliqué la crise, non en se défendant sur les faits incriminés, mais en l'attribuant à une traduction erronée qui aurait été faite au sous secrétaire d'état américain James Kelly en mission à Pyongyang. Celui-ci aurait compris que le ministre nord Coréen lui disait que son pays possédait l'arme nucléaire, alors qu'il aurait en réalité déclaré que son pays avait le droit de posséder l'arme nucléaire. Les Américains avaient aussitôt fait l'amalgame entre cette déclaration et celle faite quelques heures plus tôt par Kim Jong Il annonçant à la télévision que son pays avait le droit d'utiliser tous moyens pour se protéger d'une menace d'où qu'elle vienne.

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi Pyongyang a exigé un dialogue bilatéral avec Washington, alors que la Corée du Sud, le Japon, la Chine et la Russie, directement concernés pouvaient jouer les médiateurs au bénéfice des deux parties.

La Crise Coréenne est une affaire internationale

Préoccupés par la menace Irakienne qu'ils estiment plus immédiate, les Américains ont sans doute sous évalué la capacité de chantage des communistes Nord Coréens. La marge de manoeuvre de Washington en cas de conflit serait considérablement restreinte s'ils souhaitaient agir seuls. Toutefois, il semblerait que la Corée du Sud ait pris les devants avec l'accord de l'administration Bush. Le lundi 27 Janvier des émissaires du Président Kim Dae Jong encore en fonction jusqu'au 25 février, sont arrivés dans la capitale Nord Coréenne. Quant au nouveau président élu, Roh Moo Hyun, il a déclaré vouloir proposer au leader Nord Coréen, une rencontre au sommet, dès qu'il entrera en fonction. Les experts sont unanimes à penser que la crise coréenne ne peut être résolue que dans un cadre international, compte tenu de ses implications éventuelles au regard des accords internationaux. Cependant, Moscou, Pékin, Séoul, et Tokyo penchent pour une négociation à l'échelle régionale que Séoul et surtout Tokyo n'estiment faisable qu'avec l'assentiment et l'aide des américains.

Les avantages d'un règlement régional

Un règlement à l'échelle régionale présenterait l'avantage d'une étape susceptible de ménager une négociation à un autre niveau de recours. Moscou y trouverait son compte par l'affirmation de sa qualité de puissance asiatique à part entière. Pékin deviendrait un médiateur incontournable en Asie, ce qui renforcerait sa position internationale. Séoul pourrait mieux faire valoir sa politique d'entente bilatérale Nord Sud qui poursuit sans relâche son objectif de réunification. Quant à Tokyo, après le chaud et le froid de sa relation avec Pyongyang, une entente régionale cadrerait avec les objectifs du gouvernement Koizumi en montrant sa capacité à promouvoir une politique étrangère indépendante de celle du département d'état. Il faut cependant souligner qu'aucune entente régionale ne pourra se passer de l'arbitrage de l'armée américaine qui depuis un demi siècle veille sans défaillance aux frontières de la liberté sur le 38ème parallèle, en l'absence d'un traité de paix qui se fait attendre depuis 1953.